

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1910.

Proposition de loi revisant la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

En ouvrant, le 28 janvier 1903, la discussion générale du projet de loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, M. Francotte, alors Ministre de l'Industrie et du Travail, disait : « ... Je me suis convaincu de cette seconde vérité que, nulle part, dans aucun pays, on n'est arrivé en une seule étape au terme de la tâche, que nulle part on n'a réussi à élaborer en un seul jour la législation réparatrice des accidents. Partout il a fallu s'y reprendre à plusieurs fois, et je me suis convaincu, et c'est la leçon de résignation que j'ai tirée de cette étude historique, qu'il n'était pas possible de légiférer sur les accidents du travail sans des expériences conduites avec prudence, sans des essais répétés, sans un grand esprit de conciliation, sans une grande disposition à la transaction et aux concessions. Voilà, Messieurs, ce que j'ai lu dans l'histoire, et je crois que la leçon était bonne à indiquer.

» Messieurs, la voie s'ouvre devant nous. C'est une voie où l'on nous appelle depuis longtemps, et où il n'est pas un seul d'entre nous qui ne soit décidé à y entrer résolument, mais je pense aussi qu'il n'est pas non plus un seul d'entre nous qui puisse s'en dissimuler les obscurités et les périls. Et à ce propos, je voudrais, dès l'abord, rendre la Chambre attentive à cette considération que tout pas fait en avant dans la voie où nous nous engageons sera un pas décisif et irrévocable : quoi qu'il arrive dans le domaine où nous allons légiférer, les retours en arrière seront désormais impossibles. *L'avenir nous forcera peut-être à avancer encore ... »*

Les députés socialistes, au cours de la discussion se sont efforcés de faire admettre une conception plus large de la réparation, précisément parce qu'ils prévoyaient cet avenir, parce qu'ils sentaient très bien que la classe ouvrière ne se contenterait pas de demi-mesures. Mais ils ne furent pas toujours les plus forts et c'est pour cela, qu'après avoir bataillé courageusement pour

faire entrer dans la loi toutes les dispositions qu'ils considéraient comme essentielles, ils s'abstinrent au vote sur l'ensemble parce qu'ils considéraient la loi insuffisante.

L'avenir nous forcera peut-être à avancer encore, disait M. Francotte. Nous espérons que tous les membres de la Chambre comprendront, maintenant que cinq années d'application ont permis à tous d'en observer les défauts et les imperfections, que la prophétie de l'ancien Ministre de l'Industrie et du Travail doit se réaliser. Il est nécessaire que nous avancions dans la voie ouverte en 1903. Et c'est dans ce but que je propose la revision de la loi.

C'est l'expérience acquise qui me fournira l'exposé de mes motifs. En ma qualité de président de la Fédération des Mineurs du Centre, je préside également « l'Office des accidents du travail », institué au sein de celle-ci dans le but de donner aux ouvriers blessés tous les conseils utiles et de les assister lorsqu'ils ont des contestations avec les compagnies d'assurances, les caisses communes ou les industriels qui se sont fait leurs propres assureurs. Depuis sa création, cet « Office des accidents du travail » a donné plus de 4,000 consultations, et le total en capital, des augmentations accordées, grâce à son intervention, aux victimes d'accidents, s'élève à la somme de fr. 254,363.62 (jusqu'au 1^{er} novembre 1909).

Or, les mineurs du Centre ne sont pas les seuls ayant institué semblable organisme de défense. Dans cette région, les métallurgistes, les carriers et les verriers ont créé des institutions semblables, et partout où il existe maintenant des associations professionnelles sérieuses, je crois pouvoir affirmer qu'il existe également des œuvres de défense en faveur des accidentés.

Eh bien, partout les griefs formulés sont les mêmes.

L'application à tous les travailleurs.

Nous ne pouvons concevoir que la loi laisse dans l'insécurité toute une catégorie importante de travailleurs, et cela justifie suffisamment notre article 1^{er} nouveau.

Le délai de carence.

Tous les secrétaires des fédérations de métiers s'occupant de donner des conseils aux ouvriers blessés sont d'accord pour reconnaître que si, dans la pensée du législateur, le délai de carence a pour objet d'empêcher la fraude, tel qu'il existe, c'est-à-dire avec effet rétroactif, il va plutôt à l'encontre du but pour lequel il a été imaginé.

En effet, quel est l'ouvrier qui, ayant chômé pendant six ou sept jours par suite d'un accident, et enfin n'ayant plus à chômer qu'un jour ou deux pour être en droit de toucher huit indemnités, consentirait à reprendre son travail avant le huitième jour expiré? S'il en est, ils sont rares, et on ne peut raisonnablement leur faire un grief d'essayer de corriger une injustice légale, alors qu'il suffit de sept à huit jours de salaire perdu pour les acculer à la gêne eux et les leurs.

Il serait intéressant de connaître la proportion des incapacités de huit, dix ou douze jours et celle de moins de huit jours, depuis l'application de la loi du 24 décembre 1903.

Il en résulterait — nous en avons la conviction — que le délai de carence avec effet rétroactif a servi la fraude et la simulation au lieu de les empêcher.

Si aucun délai n'existait, l'ouvrier qui se sentirait à peu près capable de reprendre son travail s'empresserait d'y retourner, certain qu'il serait de toucher le nombre exact de ses journées perdues.

Que ceux qui voudraient contester cette opinion se mettent un instant dans la situation de l'ouvrier arrivé à son septième jour de chômage et certain de tout perdre s'il rentre, ou de toucher huit ou neuf demi-journées s'il se repose un jour de plus. Qu'on supprime donc le délai de carence.

Les ouvriers y trouveront leur compte, les industriels, un personnel plus nombreux en période de surproduction, et les assureurs se dédommageront suffisamment des petites indemnités de deux ou trois jours qu'ils auront à verser par les indemnités plus élevées qu'ils ne verseront plus.

L'indemnité portée 75 p. c.

Déjà, dans la longue discussion qui a précédé le vote de la loi que nous proposons maintenant de reviser, plusieurs de mes collègues de la gauche ont montré que la fixation de l'indemnité à 50 p. c. avec le mode de calcul admis ne donnerait pas aux victimes d'accidents du travail ou à leurs familles — en cas de mort — la possibilité certaine d'échapper à la misère. J'insiste sur ce fait que ceux qui sont les vaillants artisans de notre richesse nationale ne doivent pas être plongés dans la détresse constante. Ils ont droit à de grands égards. D'ailleurs le dommage moral, les souffrances auxquelles la loi actuelle n'apporte aucune réparation, ne justifient-ils pas l'augmentation que nous proposons ?

Mais les industriels pourront objecter que les charges de l'assurance seront trop élevées. Eh bien, je me tourne alors vers l'État et je lui demande : « Pour ceux qui, humbles et courageux, travaillent dans des conditions misérables pour faire la grandeur et la force de la société, ne trouverez-vous rien afin de leur venir en aide ? » Oui ; si les industriels ne peuvent supporter entièrement les frais nécessités par une augmentation de l'indemnité, que l'État intervienne et prouve son respect pour notre admirable classe ouvrière !

Des frais médicaux et pharmaceutiques. — Du libre choix du médecin et du pharmacien.

Tous ceux qui ont eu à s'occuper de la loi sur la réparation des accidents du travail, afin de lui faire donner le maximum en faveur des travailleurs, sont unanimes à déclarer que les législateurs de la majorité gouvernementale ont commis un véritable crime en ne laissant pas aux accidentés le libre choix du docteur qui les traitera.

Nous pourrions citer des exemples très nombreux. Nous en signalerons simplement quelques uns :

Aux charbonnages de H..., un ouvrier occupé depuis 29 ans est blessé à l'épaule ; il sollicite et obtient un *billet de blessé*. Mais huit jours après, alors qu'il souffrait encore beaucoup, le médecin du charbonnage, un homme qui voit dans tout blessé un fraudeur, veut le faire travailler au fond. Le blessé proteste ; mais, par esprit de conciliation, il propose de faire une besogne moins dure en attendant une guérison complète. On admet sa demande et on lui alloue l'indemnité calculée sur le salaire qu'il perdait chaque jour, puisque son nouveau travail ne lui permettait pas de gagner autant qu'auparavant.

Mais, peu après, le médecin exige qu'il continue son métier au fond. Le malheureux souffrait plus qu'auparavant, car le travail assez facile auquel il s'était livré pendant toute une semaine avait aggravé son mal. Néanmoins, puisque le médecin prétendait malgré tout qu'il était guéri, il descendit le lundi à la fosse, mais il ne put plus y aller le mardi, tellement il souffrait.

Il alla se plaindre à la direction bien poliment... et il fut renvoyé.

Cet homme avait quitté le syndicat depuis six mois, et cela pour une futile question personnelle. Il s'en repentait bien par la suite, car il ne put trouver personne pour l'aider à faire valoir ses droits.

Il trouva bien un avocat, mais celui-ci se désintéressa de son affaire parce que absorbé par des questions plus importantes.

Le même médecin voulant un jour faire reprendre le travail à un syndiqué, une expertise contradictoire eut lieu avec notre docteur-conseil, et il fut convenu qu'on laisserait le blessé tranquille pendant un certain temps. Il toucha encore ses indemnités pendant six nouveaux mois, et alors il obtint 60 p. c. de dépréciation et un emploi facile.

Une autre fois, nous parvient un mot urgent : « Venez vite ». J. D., à Bellecourt, est en danger de mort par suite de son accident. L'état du blessé, en effet, était très grave. Mais notre docteur-conseil fut prévenu aussitôt, et alors le docteur-traitant dut faire le nécessaire. Aujourd'hui ce camarade est guéri, et il est prouvé que c'était bien le résultat d'un accident du travail ; on n'avait même pas voulu lui délivrer un billet de blessé.

Donc, grâce à l'intervention de notre « Office des Accidents », cet homme est sauvé d'une mort presque certaine, et il a en même temps la certitude d'être indemnisé. Aussi, c'est en termes touchants qu'il adressait, le 21 août dernier, cette lettre de remerciements à notre secrétaire fédéral des mineurs du Centre :

« Cher ami Louis Artoos,

» J'ai l'honneur de vous écrire un mot pour vous faire savoir que c'est
» grâce au citoyen Branquart et vous, Artoos, que je suis encore en vie. Je
» vous en remercie chaleureusement.

» En attendant, etc.

» Jules D... »

Nous pourrions multiplier les cas prouvant que le libre choix du médecin doit être réclaté impérieusement.

Nous citerons encore le cas d'un ouvrier blessé à l'œil et condamné à rester borgne, déclare le médecin-traitant. Cependant, le malheureux espère encore, et il choisit librement un médecin qu'il va consulter à Bruxelles; mais en vain, la guérison n'est pas possible.

La Compagnie profite de ce qu'il a transgressé la loi pour ne lui accorder que 12 1/2 p. c. au lieu de 33 p. c. 12 1/2 p. c. donne une allocation annuelle de fr. 108.50. 33 p. c. aurait donné annuellement fr. 287.60, soit une perte par an de fr. 178.60; supposons qu'il vive encore vingt ans, il aura perdu 2,572 francs, alors qu'il voulait tenter de sauver son œil et de faire profiter la Compagnie en même temps, puisqu'elle n'aurait pas eu de rente à payer, le médecin choisi par lui lui conservant l'organe blessé.

Cette nécessité s'impose d'autant plus que s'il est des ouvriers assez prévoyants pour se syndiquer et avoir droit ainsi à l'aide de leurs associations, il en est de très nombreux encore qui sont livrés sans défense aux médecins désignés par les patrons et trop souvent prêts à voir avant tout l'intérêt de l'assureur, alors que c'est surtout la malheureuse situation du blessé qui devrait être l'objet essentiel de leurs préoccupations.

Je ne leur fais pas cependant un grief de cette situation malheureuse. Avec M. le Dr René Branquart, le médecin-conseil de la Fédération des Mineurs du Centre, j'explique cela par les considérations suivantes, qu'il émettait dans un intéressant rapport adressé aux syndicats en 1908 :

« Les grands industriels et les puissantes compagnies d'assurances, devenus tout à coup les dispensaires du travail médical, se sont fait d'instinct un devoir de protéger et d'avantager les médecins qui leur offraient le plus de garanties de sécurité.

» Pour tous ces exploiters, il était préférable de voir le médecin, ami du patron, entrer chez le blessé, que d'y voir pénétrer le médecin, ami du blessé.

» Pour obtenir ce résultat, on n'a pas reculé devant un attentat à l'une de nos plus précieuses libertés : la liberté de confiance. Le docteur de la compagnie d'assurances peut vous déplaire, avoir perdu votre confiance; vous êtes obligé d'obéir à ses ordres et de suivre scrupuleusement ses prescriptions, sous peine de risquer la déchéance de vos droits !

» Ainsi, le médecin est devenu la chose du patron, de l'industriel, du capitalisme. Rares, trop rares, hélas ! sont ceux qui osent aujourd'hui prendre résolument en main la cause des ouvriers blessés, car ils craignent, en défendant les droits des pauvres, de s'aliéner la sympathie et la clientèle des riches; ils appréhendent avec raison de se voir couper les vivres et retirer la clientèle — toujours rémunératrice — des grands industriels et des puissantes compagnies. »

Après avoir montré longuement la situation bien souvent difficile des médecins obligés de compter sur une clientèle assurée pour vivre, M. le Dr Branquart continue :

« Aujourd'hui, personne n'oserait bouger. Ecrasés par la nécessité, ils subissent ce qu'ils n'ont pu empêcher; ils tâchent d'obtenir les emplois accordés par les capitalistes et ils souffrent en silence, persuadés qu'ils

seraient brisés s'ils osaient marcher contre ceux qui leur fournissent du travail et une certaine considération.

» En enlevant à l'ouvrier la liberté de choisir son médecin, la loi a donc commis une double infamie : Elle a porté atteinte à la liberté d'un malheureux qui, en ces pénibles heures de souffrances, devrait au moins trouver à son chevet un ami et un homme de confiance ; et elle a porté une main sacrilège sur une profession libre et respectée jusqu'ici : la profession médicale.

» Ainsi, l'ouvrier blessé n'a pas plus le droit de choisir son médecin, que le cheval du fermier n'a celui de choisir son vétérinaire. Ainsi, également, le médecin sait qu'il doit marcher et se taire devant les pires abus s'il ne veut pas être frappé dans ses moyens d'existence. Il en résulte, croyez-le, beaucoup de misère et d'ennuis pour la classe ouvrière et de nombreux dévouements scandaleusement ravis à la démocratie. »

J'ai montré plus haut, par des exemples que j'aurais pu multiplier, que ce qui est exposé par le Dr Branquart quant au manque de liberté des médecins désignés par les compagnies et les grands industriels, est absolument exact. J'ajoute qu'il ne se trouvera pas une seule association professionnelle sérieuse pour se déclarer en faveur des stipulations actuelles de la loi en cette matière.

Mais là où les médecins imposés par les compagnies, les caisses communes ou les industriels ont la partie belle, c'est lorsqu'il s'agit de la hernie. Presque toujours ils concluent à une hernie n'étant pas le résultat d'un effort — au travail — qui dépasse la moyenne ordinairement envisagée d'un ouvrier dans l'exercice normal de sa profession.

Que peuvent bien faire les ouvriers ? Souvent ils acceptent les conclusions du docteur et ils supportent les frais élevés d'opération et d'hospitalisation. En plus, ils perdent toute indemnité.

Je n'insiste donc plus sur la nécessité, réclamée par tous les ouvriers, d'inscrire dans la loi que la victime a le libre choix de son médecin.

Quant au libre choix du pharmacien, il semble le corollaire indispensable. C'est à ceux en qui la victime d'un accident a confiance qu'il doit pouvoir s'adresser. Et la rédaction de notre texte permet aux assureurs de ne pas être les victimes de ceux qui prétendraient faire payer trop cher leurs fournitures.

Quant à la mise à charge des assureurs des frais d'hospitalisation, elle se justifie parce qu'il est prouvé que certaines blessures seraient guéries plus rapidement et mieux si les ouvriers étaient traités dans les cliniques. Donc l'assureur y gagnerait, puisque le nombre de journées à indemniser serait moins élevé et que la gravité de la dépréciation serait souvent moins grande.

Mais il est impossible au blessé de se faire soigner à la clinique si les frais d'hospitalisation sont à sa charge.

Nous signalons également comme absolument injuste cette prescription de la loi fixant à six mois la durée des secours qui doivent être payés par la compagnie assureuse.

Certes, les accidents nécessitant encore les soins du médecin, et les ser-

vices du pharmacien après 6 mois sont assez rares. Il n'en est pas moins vrai que nous avons vu le fait se produire plusieurs fois, et qu'il est souverainement malheureux pour celui qui, depuis 180 jours, ne touche plus qu'un demi-salaire, de devoir encore payer, par la suite, les notes du docteur et du pharmacien.

D'ailleurs, parce que les accidents de ce genre sont assez rares, c'est précisément un argument militant en faveur d'un changement à la loi, changement qui aurait pour but de ne fixer aucune limite à la durée des secours médicaux et pharmaceutiques.

Indemnité de funérailles.

La loi fixe 75 francs comme indemnité de funérailles. N'est-ce pas dérisoire? Nous demandons 175 francs comme un minimum. Se figure-t-on bien quelles sont les dépenses nécessitées lorsqu'un membre de la famille meurt par suite d'un accident? C'est, pour les membres de la famille qui travaillent, la perte de plusieurs journées de travail; c'est la dépense pour le cercueil, pour les lettres de faire part; c'est tout ce qu'il faut dépenser pour fournir aux membres de la famille les modestes habits de deuil; c'est l'ensemble des menus frais. Et tout cela s'élève bien au-dessus de 175 francs.

Les rentes aux héritiers.

Je propose d'augmenter le taux de la rente aux ayants droit pour les raisons développées déjà lorsque nous avons justifié la nécessité de donner 75 p. c. aux blessés. Et je supprime le mot soutien, parce que je veux qu'il y ait toujours réparation. Sinon, les assureurs ergotent sur le mot soutien, se livrent à toutes sortes de manœuvres qui ont pour but de frustrer les malheureux parents.

Je pourrais citer bien des cas relevés, mais je préfère rappeler ici certains passages d'une dépêche ministérielle, en date du 20 novembre 1906. Elle condamne des agissements semblables à ceux que je dénonce; c'est donc la preuve que d'autres faits que ceux qui nous ont été signalés ont été portés à la connaissance du ministre compétent.

Que dit cette dépêche adressée à des compagnies d'assurances agréées? Voici :

« L'enquête à laquelle il a été procédé par le service du contrôle relativement à la façon dont vous avez réglé les sinistres... (suit l'indication des noms des victimes mortes des suites de ces sinistres) a révélé à charge de votre Compagnie des *faits très graves*.

Ces sinistres ont donné lieu à la conclusion de transactions manifestement contraires à la loi et dont la nullité n'est pas discutable. Vous avez, il est vrai, dans les déclarations que vous avez faites le... aux fonctionnaires délégués au contrôle, prétendu que les sommes qui ont été payées aux ayants droit des victimes dans les cas dont il s'agit, constituaient, de votre part, de pures libéralités, puisque vous aviez estimé que ces cas ne tombaient point sous l'application de la loi du 24 décembre 1903. Abstraction

faite de toute autre considération, cette allégation ne pouvait être prise au sérieux en présence de l'importance des prétendues libérations accordées par vous dans plusieurs des affaires en question. Les pièces que vous m'avez communiquées en suite de ma dépêche du... ne laissent pas aujourd'hui le moindre doute à cet égard.

En tenant aux fonctionnaires chargés de l'enquête le langage que je viens de rappeler, *vous avez avancé une contre-vérité*. Il résulte, en effet, des pièces susvisées, que le règlement des sinistres incriminés n'a eu lieu qu'à la suite de longues négociations, dans lesquelles votre Compagnie ou ses agents se sont efforcés *d'acheter le désistement des agants droit par l'appât d'une somme immédiatement payée et dont l'import a parfois été majoré à la suite de surenchères successives. Il y a, en d'autres termes, de véritables marchandages en vue d'arriver coûte que coûte à des transactions favorables à votre Société, mais préjudiciables aux ayants droit.* »

Ceci confirme donc ce que j'avance et justifie ma proposition de supprimer toute possibilité de spéculer sur la misère et sur l'ignorance des malheureux.

De plus, il ne faut pas que la mort d'un ouvrier dangereusement blessé puisse être souhaitée parce qu'il n'est pas soutien.

Et puis, est-il juste de dire aux parents d'un enfant tué au travail qu'ils n'auront rien parce que celui-ci ne gagnait rien encore, ou tout au moins parce que, gagnant un tout petit salaire, il n'était cependant pas considéré comme leur soutien? Plus tard n'auraient-ils pas eu besoin de son aide matérielle? Et faut-il ne rien accorder à ceux qui, moralement, sont cruellement atteints?

C'est pour toutes ces raisons qu'il faut qu'il y ait toujours constitution de rente en cas d'accident mortel.

Carnet de paie.

Je veux que la loi oblige le patron à remettre à ses ouvriers le carnet de paie sur lequel seront inscrites les diverses sommes leur payées chaque quinzaine ou chaque semaine. Bien souvent des travailleurs sont dans l'impossibilité absolue de calculer les indemnités auxquelles ils ont droit, faute des documents nécessaires. Cette situation énerve ces malheureux.

Tandis que quand les victimes d'accidents du travail seront en possession de leur carnet de paie, elles pourront immédiatement calculer leur salaire de base, fixer exactement le montant de leur indemnité journalière et, plus tard, celui de la rente, s'il y a dépréciation.

Le carnet de paie sera d'un plus grand secours encore aux héritiers de celui qui aura succombé par suite de sa blessure.

Les apprentis et les jeunes ouvriers.

Ce sont ceux qui méritent le plus d'intérêt. Est-il juste qu'un enfant de 14 ans, estropié pour toute sa vie, soit condamné à voir calculer le taux de sa dépréciation sur un salaire de base infime? Combien y a-t-il de demi-

ouvriers gagnant des salaires très bas, en attendant une connaissance plus grande du métier?

Ceux-là doivent-ils être malheureux plus que toutes les autres victimes d'accidents du travail, parce qu'ils auront payé plus jeunes leur tribut à l'industrie meurtrière?

C'est cela qui soulève les plus acerbes critiques de la classe ouvrière et je dis qu'elles sont bien justifiées.

L'assurance obligatoire et par l'État.

L'application de la loi à tous les travailleurs justifie notre demande, en dehors de tous les arguments qui ont déjà été fournis jusqu'à présent.

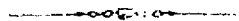
Les compagnies à primes fixes, guidées par leur esprit de gain, par la nécessité des dividendes à accorder, sont un danger pour les ouvriers blessés.

C'est d'ailleurs le vœu émis par tous les Congrès ouvriers, que de voir reprendre les propositions de mon éminent collègue Hector Denis.

Cependant, si, lors de la discussion de ce projet — si elle a lieu —, la proposition en faveur de l'assurance par l'État ou par les mutualités d'employeurs est repoussée, j'annonce dès maintenant que je déposerai des amendements en vue d'établir la contrainte judiciaire pour les compagnies à primes fixes qui auront voulu frustrer des victimes ou leurs ayants droit des indemnités leur revenant. D'autre part, je demanderai au moins un contrôleur du Gouvernement par province.

Les changements que je voudrais voir apporter à la loi du 24 décembre 1905 répondent aux aspirations de la classe ouvrière. C'est l'expérience de cinq années qui m'a guidé dans l'élaboration de ce projet de revision. Les considérations que j'émet dans cet exposé des motifs s'inspirent des idées de justice sociale, et toutes les organisations professionnelles sérieuses du pays admettent, j'en ai la certitude, ma manière de voir.

JULES MANSART.



PROPOSITION DE LOI

revisant la loi du 24 décembre 1903
sur la réparation des dommages résultant
des accidents du travail.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-dessous sont introduites dans la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Celles qui portent les n^{os} 1, 4, 5 alinéas 1, 2 et 3; 6 alinéas 1 et 2; 8 alinéa 5; 10 alinéa 2; 17; 27 alinéa 1; 29 alinéa 2, remplacent les dispositions formant les articles premier et 4, les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 5, les alinéas 1 et 2 de l'article 6, l'alinéa 5 de l'article 8, l'alinéa 2 de l'article 10, l'article 17, l'alinéa 1 de l'article 27, l'alinéa 2 de l'article 29.

Celles qui portent les n^{os} 7bis, 17bis et 34bis sont ajoutées et prendront place après les articles 7, 17 et 34.

Art. 1. — La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux ouvriers des entreprises privées ou publiques dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900, est réglée conformément aux dispositions de la présente loi.

Ces dispositions s'appliquent, en conséquence : 1^o aux entreprises industrielles; 2^o aux entreprises de transport y compris le transport s'effectuant au moyen de voiturettes, tombereaux, etc.; 3^o aux entreprises commerciales; 4^o aux entreprises agricoles.

WETSVOORSTEL

tot herziening der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende bepalingen worden opgenomen in de wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

Die, voorkomende onder n^{rs} 1, 4, 5, 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid; 6, 1^{ste} en 2^{de} lid; 8, 5^{de} lid; 10, 2^{de} lid; 17; 27, 1^{ste} lid; 29, 2^{de} lid, vervangen de bepalingen uitmakende de artikelen 1 en 4, het 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid van artikel 5, het 1^{ste} en 2^{de} lid van artikel 6, het 5^{de} lid van artikel 8, het 2^{de} lid van artikel 10, artikel 17, het 1^{ste} lid van artikel 27, het 2^{de} lid van artikel 29.

Die, staande onder n^{rs} 7bis, 17bis en 34bis, worden aan de wet toegevoegd en moeten komen na de artikelen 7, 17 en 34.

Art. 1. — De vergoeding der schade voortvloeiende uit ongevallen, overkomen aan werklieden bij private of openbare ondernemingen, in den loop en ten gevolge van de uitvoering der arbeidsovereenkomst, omschreven bij de wet van 10 Maart 1900, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Deze bepalingen zijn, bijgevolg, van toepassing : 1^o op de nijverheidsondernemingen; 2^o op de ondernemingen van vervoer, daarin begrepen het vervoer per wagentjes, stortkarren, enz.; 3^o op de handelsondernemingen; 4^o op de landbouwondernemingen.

Elles s'appliquent également, sous les mêmes conditions, à la réparation des accidents survenus dans le cours et par le fait de l'exécution d'un louage de service.

Le gouvernement est autorisé à en étendre l'application aux entrepreneurs qui, en exécutant les mêmes travaux que les ouvriers, sont exposés aux mêmes risques.

Art. 4. — Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 75 p. c. du salaire quotidien moyen.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 75 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 75 p. c., déterminée d'après le degré de l'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence. A l'expiration du délai de revision prévu à l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

Art. 5, alinéas 1, 2 et 3. — Le chef d'entreprise est tenu, conformément aux dispositions ci-après, des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation causés par l'accident et faits pendant tout le temps nécessité par son état de santé.

La victime choisit librement son méde-

Ze zijn, onder dezelfde omstandigheden, ook van toepassing op de vergoeding van de ongevallen, voorgekomen in den loop en door de uitvoering van eene dienstverhuring.

De Regeering wordt gemachtigd de toepassing daarvan uit te strekken tot de ondernemers die, dezelfde werken uitvoerende als de arbeiders, zijn blootgesteld aan dezelfde gevaren.

Art. 4. — Heeft het ongeval tijdelijke en volkomene onbekwaamheid tot werken gedurende meer dan ééne week veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den dag na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding van 75 t. h. van het gemiddelde dagloon.

Betreft het eene tijdelijke onbekwaamheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijkstaan met 75 t. h. van het verschil tusschen het loon van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon dat het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 75 t. h., bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hiervoren gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag waarop, hetzij door overeenkomst van partijen, hetzij bij een eindvonnis, wordt vastgesteld dat de onbekwaamheid van voortdurenden aard is. Bij het eindigen van den termijn van herziening, in artikel 30 bepaald, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

Art. 5, 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid. — Het hoofd van onderneming is, overeenkomstig onderstaande bepalingen, verplicht tot betaling van de genees- en artseneijkundige kosten, alsmede tot die van verblijf in het hospitaal, door het ongeval veroorzaakt en gedaan gedurende al den tijd vereischt door zijn gezondheidstoestand.

Het slachtoffer heeft de vrije keuze van

cin et son pharmacien; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme fixée par un tarif établi à forfait par arrêté royal, pour les médecins et pour les pharmaciens, à concurrence du montant des prescriptions médicales facturées d'après un tarif établi également par arrêté royal.

Art. 6, alinéas 1 et 2. — Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes :

1^o Une somme de 175 francs pour frais funéraires; le dernier alinéa de l'article 3 est applicable à cette indemnité;

2^o Un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 50 p. c. du salaire annuel.

Ce capital est attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

A. Au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident;

B. Aux enfants légitimes, nés ou conçus avant l'accident, pour autant qu'ils soient âgés de moins de 16 ans, et aux enfants naturels, dans les mêmes conditions d'âge, pourvu qu'ils aient été reconnus avant l'accident, ou, si la reconnaissance est postérieure, qu'ils soient nés ou conçus avant l'accident;

C. Aux petits-enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi qu'aux ascendants;

D. Aux frères et sœurs âgés de moins de 16 ans.

Art. 7bis. — En cas de décès, les ayants droit pourront exiger la présence de leur médecin et de leur avocat-conseil aux recherches des médecins légistes et

geneesheer en apotheker; doch het hoofd van onderneming is slechts gehouden tot het bedrag van de som, eens voor al bepaald in een bij koninklijk besluit vastgesteld tarief, voor de geneesheeren, en, voor de apothekers, tot het bedrag van den prijs der medische voorschriften, berekend naar een insgelijks bij koninklijk besluit vastgesteld tarief.

Art. 6, §§ 1 en 2. — Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden, bij voorkomend geval, de volgende vergoedingen toegekend:

1^o Eene som van 175 frank voor begrafenis-kosten; het laatste lid van artikel 3 is van toepassing op deze vergoeding;

2^o Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op 't oogenblik van het overlijden — eener lijfrente gelijkstaande met 50 t. h. van het jaarlijksche loon.

Dit kapitaal wordt toegekend aan de hierna aangeduide groepen van personen:

A. Aan den niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot, onder voorwaarde dat het huwelijk vóór het ongeval is voltrokken;

B. Aan de wettige kinderen, vóór het ongeval geboren of ontvangen, voor zover zij den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, en aan de onechte kinderen, die aan dezelfde vereischen van ouderdom voldoen, mits zij vóór het ongeval werden erkend, of, indien de erkenning later geschiedde, zijn geboren of ontvangen vóór het ongeval;

C. Aan de kleinkinderen, die den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in de opgaande lijn;

D. Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaren.

Art. 7bis. — Ingeval van overlijden, kunnen de rechthebbenden eischen dat hun geneesheer en hun advocaat-raadsman aanwezig zijn bij de onderzoeken

du Parquet. Celui-ci n'aura, en aucun cas, le droit de tenir à l'écart les mandataires des sinistrés.

Art. 8, alinéa 3. — En ce qui concerne les apprentis, ainsi que les ouvriers âgés de moins de 25 ans, le salaire de base, en cas de dépréciation partielle ou totale permanente ou de mort, sera calculé sur celui d'un ouvrier formé de même catégorie professionnelle.

Art. 8bis. — Afin de faciliter aux victimes la fixation du salaire de base, les chefs d'entreprise sont tenus de remettre à leurs ouvriers un carnet de paie, sur lequel seront inscrits les salaires gagnés par ceux-ci.

Art. 10, alinéa 2. — L'assurance est obligatoirement réalisée par des caisses communes de prévoyance ou par la Caisse nationale d'Assurance contre les accidents du travail.

Art. 17. — Seront agréées aux fins de la présente loi, les caisses communes d'assurance contre les accidents, constituées par les chefs d'entreprise.

Art. 17bis. — Le Gouvernement chargera la Caisse d'Épargne d'organiser la Société nationale d'Assurance contre les accidents du travail prévue à l'article 10.

Art. 27, alinéa 1. — L'ouvrier ou ses ayants droit ont toujours la faculté d'assigner directement le chef d'entreprise, sauf le droit de celui-ci de mettre l'assureur en cause.

gedaan door de wetsdokters en het Parket. In geen geval heeft het Parket het recht de gemachtigden van hen, die door de ramp zijn getroffen, achteraf te houden.

Art. 8, 5^{de} lid. — Betreft het leergasten, alsmede arbeiders die den ouderdom van 25 jaren niet hebben bereikt, dan wordt, ingeval van bestendige gedeeltelijke of volkomene onbekwaamheid of van dood, het tot grondslag genomen loon berekend naar dat van een bekwaamen werkman derzelfde beroepsgroep.

Art. 8bis. — Ten einde het bepalen van het tot grondslag genomen loon gemakkelijker te maken voor de slachtoffers, zijn de hoofden van onderneming verplicht aan hunne werklieden af te geven een betalingsboekje, waarin het door dezen gewonnen loon wordt ingeschreven.

Art. 10, 2^{de} lid. — De verzekering geschiedt, op verplichtende wijze, door de gemeenschappelijke verzorgskassen of door de Nationale Kas van verzekering tegen arbeidsongevallen.

Art. 17. — Met het oog op deze wet, worden toegelaten de gemeenschappelijke kassen van verzekering tegen ongevallen, door de hoofden van onderneming ingesteld.

Art. 17bis. — De Regeering gelast de Spaarkas te zorgen voor de inrichting van de Nationale Maatschappij van verzekering tegen arbeidsongevallen, bij artikel 10 voorzien.

Art. 27, 1^{ste} lid. — De werkman of zijne rechtverkrijgenden hebben altijd het recht het hoofd van onderneming te dagvaarden, behoudens het recht voor dezen den verzekeraar in de zaak te betrekken.

Art. 29, alinéa 2. — Les jugements allouant des indemnités temporaires ou viagères seront exécutoires par provision, nonobstant l'appel et sans qu'il soit besoin de fournir caution. Toutefois, lorsqu'il y aura lieu d'accorder une rente dont le capital est exigible, le juge restreindra l'exécution provisoire au paiement des arrérages.

Art. 54bis. — L'assurance sera réalisée obligatoirement, soit par les caisses communes d'assurances, soit par la Société nationale d'Assurance contre les accidents du travail prévue à l'article 10, dans un délai de trois ans à dater de la mise en vigueur des dispositions prévues dans la présente loi.

Les polices d'assurances consenties par des compagnies à primes fixes et non arrivées à expiration, seront dénoncées sans que ces compagnies aient droit à aucune indemnité.

ART. 2.

Sont abrogés les articles 2 et 5, l'alinéa 4 de l'article 8, l'alinéa 5 de l'article 10, les articles 11, 14, 15, 16 et 20, l'alinéa 5 de l'article 29, les articles 35, 36, 37, 38 et 40.

Art. 29, 2^e lid. — De vonnissen, waarbij tijdelijke vergoedingen of vergoedingen voor het leven worden toegekend, zijn uitvoerbaar bij voorraad, ondanks hooger beroep en zonder dat het noodig zij zekerheid te stellen. Is er echter grond voor de toekenning eener rente, waarvan het kapitaal kan gevorderd worden, dan beperkt de rechter de voorloopige uitvoering tot de betaling der vervallen rente.

Art. 54bis. — De verzekering geschiedt, op verplichtende wijze, hetzij door tusschenkomst van de gemeenschappelijke kassen van verzekering, hetzij door die van de bij artikel 10 voorziene Nationale Maatschappij van verzekering tegen arbeidsongevallen, en wel binnen een termijn van drie jaren te rekenen van het in werking treden van de bij deze wet ingevoerde bepalingen.

De overeenkomsten van verzekering, aangegaan door maatschappijen met vaste premien en die niet zijn geëindigd, worden opgezegd, zonder dat deze maatschappijen recht hebben op eenige vergoeding.

ART. 2.

De artikelen 2 en 5, het 4^{de} lid van artikel 8, het 5^{de} lid van artikel 10, de artikelen 11, 14, 15, 16 en 20, het 5^{de} lid van artikel 29, alsmede de artikelen 35, 36, 37, 38 en 40, worden ingetrokken.

Jules MANSART.
Henri LÉONARD.
D. MAROILLE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 FEBRUARI 1910.

Wetsvoorstel tot herziening der wet van 24 December 1903 op de vergoeding
der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Toen op 28 Januari 1905 een aanvang werd gemaakt met de algemeene beraadslaging over het wetsontwerp houdende vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen, zegde de toenmalige Minister van Nijverheid en Arbeid, de heer Francotte : « ... ik ben overtuigd van deze tweede waarheid, dat men in geen enkel land na eene eerste poging de taak heeft kunnen volvoeren ; dat men nergens in eens de wet op de vergoeding van de ongevallen tot stand kon brengen. Overal moest men het in verscheidene malen doen, en na deze wordensstudie ben ik gekomen tot de overtuiging dat het onmogelijk is, eene ongevallenwet te maken, zonder voorafgaande voorzichtige en herhaalde proefnemingen, zonder veel verzoeningsgeest, zonder geneigd te zijn tot minnelijke schikking en toegeving. Dat, Mijne Heeren, heb ik in de geschiedenis gelezen, en mij dunkt dat het goed was op deze les te wijzen.

» Mijne Heeren, de weg ligt voor ons open. Sedert lang worden wij aangezocht hem te betreden ; ook zijn wij allen vastberaden om dit te doen, maar tevens denk ik ook dat geen hunner zich kan ontveinzen hoe duister en gevaarlijk die baan is. Daarom ook wensch ik in de eerste plaats de Kamer te wijzen op deze bedenking, dat elke stap, dien wij doen op deze baan, beslissend en onwederroepelijk zal zijn : wat er ook moge gebeuren, in de zaak waarover wij eene wet maken, zal het voortaan onmogelijk zijn op onze stappen terug te keeren. *In de toekomst zullen wij wellicht verplicht zijn nog verder vooruit te gaan...* »

Bij de behandeling hebben de socialistische afgevaardigden getracht de vergoeding te doen opvatten in een ruimeren zin, juist omdat zij het oog

hadden op de toekomst en wisten dat de arbeidersstand niet kon bevredigd worden met halve maatregelen. Doch niet steeds hadden zij de overmacht op hunne zijde; daarom ook hebben zij zich, na wakker te hebben gestreden om in de wet te doen opnemen al de bepalingen die zij voor hoogstnoodig hielden, onthouden bij de stemming over de wet in haar geheel, dewijl zij ze ontoereikend achtten.

In de toekomst zullen wij wellicht verplicht zijn nog verder vooruit te gaan, zegde de heer Francotte. Dit zullen, hopen wij, al de leden van deze Kamer begrijpen, nadat wij allen, na vijf jaren toepassing van de wet, konden waarnemen hoe gebrekkelijk en onvolmaakt zij is, hoezeer de voorspelling van den voormaligen Minister van Nijverheid en Arbeid zich moet verwezenlijken. Noodzakelijk moeten wij vooruit op de in 1903 ingeslagen baan. Te dien einde stel ik voor, de wet te herzien.

Mijne toelichting steunt op de ervaring. Als voorzitter van den Bond der mijnwerkers in het Centrum, ben ik insgelijks voorzitter van den Ongevalendienst, bij dien Bond ingericht, ten einde aan de werklieden, slachtoffers van ongevallen, nuttigen raad te verschaffen; wanneer zij betwistingen hebben met de toegelaten verzekeringsmaatschappijen, de gemeene kassen of de nijveraars die zich zelf verzekeren. Sedert de ongevalendienst tot stand kwam, gaf hij reeds meer dan 1000 raadgevingen en belooft het kapitaal van de vermeerderingen, dank zij zijn optreden verleend aan slachtoffers van ongevallen, fr. 231,365.62 (tot op 1^{re} november 1909),

De mijnwerkers van het Centrum zijn niet de eenigen die dergelijke verdedigingsinstelling bezitten. In die streek hebben ook de metaalbewerkers, de arbeiders der steengroeven, de glasblazers dergelijke instellingen tot stand gebracht; overal bestaan thans ernstige beroepsverenigingen. Ik meen ingelijks te mogen bevestigen dat er ook verdedigingsinstellingen bestaan voor de slachtoffers van ongevallen.

Welnu, overal worden dezelfde grieven aangehaald.

Toepassing op alle werkers.

Wij kunnen niet begrijpen dat eene aanzienlijke klasse van werkers door de wet in onveiligheid wordt gelaten. Dit rechtvaardigt volkomen ons nieuw eerste artikel.

Termijn gedurende welken het slachtoffer geen recht heeft op vergoeding.

Al de secretarissen van bonden voor ambachtslieden, die raad verschaffen aan gewonde werklieden, bekennen dat, zoo, volgens de meening van den wetgever, de termijn gedurende welken het slachtoffer geen recht heeft op vergoeding, strekt om bedrog te weren, die termijn, zooals hij thans is bepaald, namelijk met terugwerkende kracht, veeleer ingaat tegen het door den wetgever beoogde doel.

Waar is inderdaad de werkman, die, nadat hij zes of zeven dagen niet arbeidde ten gevolge van een ongeval en nog slechts een paar dagen moet rusten om voor acht dagen te worden vergoed, zijn werk zou hernemen voordat de achtste dag is verstreken? Indien er zijn, ze zijn echter zeldzaam,

en redelijkerwijs kan men het hun niet als grief aanrekenen, zoo zij trachten eene onrechtvaardigheid der wet te verhelpen, vermits zeven of acht dagen verloren loon hen in hun gezin gebrek doet lijden.

't Ware belangrijk te weten welke verhouding er bestaat tusschen de gevallen van onbekwaamheid gedurende 8, 10 of 11 dagen en die gedurende min dan 8 dagen, sedert de toepassing der wet van 24 December 1903.

Wij houden ons overtuigd dat daaruit zou blijken dat de termijn, gedurende welken het slachtoffer geen recht heeft op vergoeding en met terugwerkende kracht, het bedrog en de veinzerij heeft in de hand gewerkt, in stede van ze te verhinderen.

Werd er geen termijn bepaald, dan zou de werkman, die zich eenigszins in staat gevoelt om zijn arbeid te hernemen, gereedelijk terugkomen, daar hij zeker zijn zou al zijne verloren daghuren te trekken.

Dat zij die geneigd zijn deze meening te betwisten, zich eens in de plaats stellen van den werkman, gekomen tot zijn zevenden dag werkeloosheid, en verzekerd zijnde dat hij alles zal verliezen zoo hij terugkomt, ofwel dat hij acht of negen dagen half loon zal trekken, indien hij een dag langer wegblijft. Men schaffe dus bedoelden termijn af.

De werklieden zullen er goed bij varen, de nijveraars talrijker personeel hebben in tijd van drukte en de verzekeraars zullen gemakkelijk hunne schade inhalen, voor de twee of drie dagen die zij moeten betalen, in stede van de grootere vergoeding die zij niet meer storten.

Verhooging van de vergoeding tot op 75 t. h.

Bij de langdurige behandeling die voorafging aan de stemming der wet waarvan wij thans de herziening voorstellen, hebben verscheidene leden der linkerzijde bewezen dat het bepalen van de vergoeding op 50 t. h., met de aangenomen wijze van berekenen, de slachtoffers van arbeidsongevallen of hunne gezinnen, ingeval van doodelijken afloop, onbetwistbaar in de ellende moest storten. Ik dring aan op dit feit, dat de moedigste bewerkers van 's lands rijkdom niet in onoverkomelijken nood mogen gedompeld worden. Men is hun de meeste bezorgdheid verschuldigd. Is overigens de door ons voorgestelde verhooging niet gebillijkt door de zedelijke schade, het lijden, dat niet wordt gelenigd door de bestaande wet?

Doch de nijveraars kunnen inbrengen dat de lasten van de verzekering te zwaar zullen zijn. Dan wend ik mij tot den Staat en vraag hem: « Zult gij voor de nederige, moedige arbeiders, onder ellendige omstandigheden zwoegend om de samenleving groot en sterk te maken, niets vinden ten einde ze ter hulp te komen »? Zoo de nijveraars niet gansch de noodige kosten kunnen dragen voor de verhooging van de vergoeding, dat de Staat dan optrede en blijk geve van zijnen eerbeid voor onze bewonderenswaardige arbeidende klasse.

Genees- en artsenskundige kosten. — Vrije keuze van geneesheer en apotheker.

Zij, die zich inlieten met de wet op de vergoeding der arbeidsongevallen,

opdat zij het meeste nut zou kunnen opleveren voor de arbeiders, zijn allen het eens om te verklaren dat de leden van de Regeeringsmeerderheid die de wet invoerden, eene echte misdaad hebben bedreven door aan de slachtoffers van ongevallen niet de vrije keuze te laten voor den geneesheer die hen moet verplegen.

Wij kunnen talrijke voorbeelden aanhalen. Wij bepalen ons tot enkele.

In de kolenmijn te X..., wordt een werker, die er sedert negen en twintig jaar werkt, gewond aan den schouder; hij vraagt en verkrijgt een bewijs dat hij gewond is. Doch acht dagen later, ofschoon nog erg lijdend, wil de geneesheer der mijn, die elken gewonde voor een bedrieger houdt, hem onder in de mijn doen werken. Daartegen verzet zich de gewonde, doch uit toegevendheid stelt hij voor, een minder lastig werk te verrichten, tot hij volkomen genezen is. Zijn vraag wordt toegestaan en men betaalt hem de vergoeding, berekend naar het loon dat hij elken dag verloor, omdat hij met zijn nieuw werk niet zooveel kon winnen als vroeger.

Kort nadien eischte de geneesheer dat hij zijn werk binnen in de mijn zou voortzetten. De ongelukkige leed nog meer dan vroeger, want zelfs het nog al gemakkelijk werk, door hem eene gansche week geleverd, had het kwaad erger gemaakt. Niettegenstaande dit, vermits de geneesheer staande hield dat hij genezen was, daalde hij des Maandags beneden in den put; doch zoozeer leed hij, dat hij des anderendaags niet meer kon werken.

Hij ging klagen bij het Bestuur, heel beleefd... en hij werd afgedankt.

Die man had sedert zes maand het syndicaat verlaten om een onbeduidende persoonlijke reden. Hij heeft het later bitter beklagd, want hij kon niemand vinden, die hem bijstond om zijne rechten te doen gelden.

Hij vond wel een advocaat, maar deze nam zijne zaak niet ter harte, om dat hij door meer belangrijke zaken gebonden was.

Zekeren dag wilde dezelfde geneesheer den arbeid doen hernemen door een lid van een syndicaat : een nieuw onderzoek had plaats in het bijzijn van onzen geneesheer-raadsman, en er werd overeengekomen dat men den gewonde zou gerust laten gedurende eenigen tijd. Nog gedurende zes maanden lang trok hij zijne vergoeding en dan bekwam hij 50 p. h. wegens vermindering van werkkraft en eene gemakkelijke betrekking.

Een anderen keer ontvangen wij een dringend briefje : « kom spoedig ». J. D., te Bellecourt, verkeert in levensgevaar ten gevolge van zijn ongeval. De toestand van den gewonde was inderdaad heel erg. Doch onze geneesheer-raadsman werd onmiddellijk verwittigd en alsdan moest de aangestelde geneesheer het noodige doen. Heden is die gezel genezen en het is bewezen dat het wel 't gevolg was van een ongeval bij den arbeid; men had zelfs geen bewijs van gewonde willen afleveren.

Dus, dank zij het optreden van onzen Ongevallendienst is die man onttrokken aan een nagenoeg zekeren dood; hij verkeert tevens in de zekerheid, eene vergoeding te bekomen. 't Is dan ook in roerende woorden dat hij op 21 Augustus laatstleden den schrijver van onzen Mijnwerkersbond van het Centrum dezen dankbrief stuurde :

Beste Vriend Louis Artoos,

« Ik heb de eer u een woord te schrijven om u te laten weten dat ik het
» aan citoyen Branquart en u, Artoos, te danken heb, nog in leven te zijn.
» Ik dank u inniglijk.
» Intusschen, enz...

» Jules D... »

Nog menig geval zouden wij kunnen aanhalen om te bewijzen dat de vrije keuze van den geneesheer met kracht dient te worden gevraagd.

Wij vermelden hier nog het geval van een werkman die aan zijn oog werd gewond en éénoogig zou moeten blijven, naar de verklaring van den aangestelden geneesheer. Toch hoopt de ongelukkige nog altijd en hij kiest vrijelijk een geneesheer dien hij te Brussel gaat raadplegen, doch het is vruchteloos; de genezing is onmogelijk.

Hij heeft de wet overtreden, en dat neemt de Maatschappij te baat om hem enkel 12 1/2 p. h. toe te kennen, in stede van 33 p. h. Tegen 12 1/2 p. h. bedraagt de jaarlijksche vergoeding fr. 108.80. Tegen 33 p. h. zou hij jaarlijks fr. 287.60 trekken. Het jaarlijksch verlies bedroeg dus fr. 178.60; gesteld dat hij nog twintig jaar in leven blijft, dan zal hij 2,572 frank hebben verloren, terwijl hij het wilde beproeven zijn oog te redden en aan de Maatschappij daardoor zelf voordeel te verschaffen; zij zou immers geen rente moeten betalen, indien de door hem gekozen geneesheer zijn gewond oog had gered.

Die voorbeelden zijn te treffend om nog te moeten aandringen op de noodzakelijkheid, de vrije keuze van den geneesheer dringend te vragen.

Deze noodzakelijkheid is des te grooter, daar er, benevens de werklieden die vooruitzicht genoeg hebben om in een syndicaat te treden en aldus recht te hebben op de hulp van dat syndicaat, nog veel anderen weerloos zijn overgeleverd aan de geneesheeren die zijn aangesteld door de bazen en al te dikwijls geneigd om zich eerst en vooral te bekommeren met het belang van den verzekeraar, terwijl vooral de ongelukkige toestand van den gewonde hen in de eerste plaats zou moeten bekommeren.

Dien ongelukkigen toestand evenwel maak ik hun tot geen verwijt. Met Dr René Branquart, den geneesheer-raadsman van den Mijnwerkersbond van het Centrum, leg ik dat uit door de volgende beschouwingen, welke hij uiteenzette in een belangwekkend verslag aan de syndicaten in 1908 :

» De groote nijverheidsmannen en de machtige verzekeringsmaatschappijen, plotseling de bedeelers geworden van het werk der geneesheeren, hebben het instinctmatig als plicht beschouwd, die geneesheeren te beschermen en te bevoordeelen, welke hun het meest waarborgen van zekerheid opleverden.

» Voor al die uitbuiters was het beter dat bij den gewonde kwam de geneesheer bevriend met den werkgever, liever dan de geneesheer bevriend met den gewonde.

» Om dien uitslag te bereiken deinsde men niet terug voor een aanslag

op eene onzer kostbaarste vrijheden : de vrijheid van vertrouwen. Het kan gebeuren dat de geneesheer der verzekeringsmaatschappij u niet bevalt of uw vertrouwen heeft verloren ; gij zijt verplicht aan zijne bevelen te gehoorzamen en zijne voorschriften stipt na te leven, zooniet loopt gij gevaar van vervallen te worden verklaard van uwe rechten.

» Aldus is de geneesheer de speelbal geworden van den werkgever, van den nijveraar, van het kapitalisme. Zeldzaam, veel te zeldzaam eilaas, zijn zij, die heden vrij en vrank het belang van de gewonde werklieden durven ter harte nemen, want zij vreezen, indien zij de rechten van den arme voorstaan, de genegenheid en de klandizie der rijken te verliezen ; zij vreezen terecht dat men hun de bestaanmiddelen zou onttrekken en tevens de steeds goed betaalde klandizie der groote nijverheidsmensen en der machtige maatschappijen. »

Na breedvoerig te hebben gewezen op den dikwijls moeilijken toestand der geneesheeren die verplicht zijn te rekenen op eene vaste klandizie om te kunnen voortbestaan, voegt Dr Branquart er verder bij :

» Heden zou niemand nog durven roeren. Onder den nood gebukt gaande, verdragen zij lijdelijk wat zij niet konden verhinderen ; zij trachten de betrekkingen te bekomen, door de kapitalisten gegeven, en zij lijden gedwee, overtuigd dat ze gefnuikt zouden worden, moesten zij durven ingaan tegen hen die hun werk en een zeker aanzien verschaffen.

» Door aan den werkman de vrijheid te ontnemen om zijn geneesheer te kiezen, heeft de wet dus eene tweevoudige eerloosheid gepleegd : zij maakte inbreuk op de vrijheid van een ongelukkige welke, op die smartelijke dagen van lijden, ten minste bij zijne bedspande een vriend en een man van vertrouwen zou moeten vinden ; en zij pleegde een heiligschenden aanslag op eene vrij en tot nog toe in eere gehouden beroep : het beroep van den geneesheer.

» Zóó is de gewonden werkman niet meer gerechtigd om zijn geneesheer te kiezen dan het paard van den boer om zijn veearts te kiezen. Zóó insgelijks weet de geneesheer dat hij moet drillen en zwijgen, al stond hij voor de ergste misbruiken, indien hij niet wil getroffen worden in zijne bestaanmiddelen. Daaruit volgt, geloof mij vrij, dat er veel ellende en hinder ontstaan voor den werkersstand en dat talrijke mannen met opoffering op schandige wijze aan de volkszaak zijn onttrokken. »

Hierboven heb ik, door voorbeelden welke ik nog talrijker kon aanhalen, aangetoond dat wat Dr Branquart schrijft over het gemis van vrijheid bij de geneesheeren aangesteld door de verzekeringsmaatschappijen en de groote nijverheidsmensen, volkomen nauwkeurig is. Ik voeg erbij dat geen enkel ernstige geneeskundige vereeniging bereid zou zijn om zich voorstander te verklaren van de bepalingen der bestaande wet op dat gebied.

Doch, de geneesheeren, opgedrongen door de verzekeringsmaatschappijen, door de gemeenzame kassen of de nijverheidsmensen, hebben het vooral schoon wanneer het geldt eene breuk. Nagenoeg altijd besluiten zij tot eene breuk die niet het gevolg is van eene krachtsinspanning boven de gemiddelde krachtsinspanning van een werkman die zijn gewoon werk verricht.

Wat vermogen de werklieden daartegen ? Dikwijls nemen zij de besluiten van den geneesheer aan en zij betalen de groote kosten van bewerking en van verpleging. Daarenboven verliezen zij elke vergoeding.

Ik dring er dus niet verder op aan, dat het noodzakelijk is, zooals al de werklieden het vragen, in de wet te bepalen dat het slachtoffer zijn geneesheer kiezen mag.

Wat de vrije keuze van den apotheker betreft, zij schijnt eene onontbeerlijke gevolgtrekking. Het slachtoffer van een ongeluk moet zich kunnen wenden tot hen die zijn vertrouwen genieten. Daarbij laat onze tekst de verzekeraars toe, het slachtoffer niet te zijn van hen die hunne geneesmiddelen te duur zouden doen betalen.

Wat betreft de verplegingskosten in een gasthuis, door de verzekeraars te doen betalen, zulks is gewettigd omdat het bewezen is dat sommige verwondingen spoediger en beter zouden genezen, indien de werklieden in de verplegingsinrichtingen werden verzorgd. Derhalve zou de verzekeraar er bij winnen, vermits het te betalen getal dagen vergoeding geringer zou zijn en ook de werkkraachtsvermindering dikwijls minder groot.

't Is echter onmogelijk, voor een gewonde, zich in een verplegingsinrichting te doen verzorgen, indien de verblijfskosten te zijnen laste zijn.

Wij bestrijden insgelijks als onbillijk het voorschrift der wet, dat den duur der hulp, die door de verzekeringmaatschappij uitbetaald moet worden, bepaalt op 6 maanden.

De ongevallen, die dan nog de zorgen van geneesheer en apotheker na 6 maanden vereischen, zijn ongetwijfeld tamelijk schaarsch. Het is niet-temin waar, dat het feit zich meermaals voordoet en dat het hoogst ongelukkig is voor hem, die gedurende 180 dagen slechts een half loon trekt, later nog de rekeningen van geneesheer en apotheker te moeten betalen.

Trouwens, zoo soortgelijke ongevallen tamelijk schaarsch zijn, is dit eene reden temeer tot wijziging der wet, om de zorgen van geneesheer en apotheker onbepaald te laten toedienen.

Vergoeding voor begrafenis-kosten.

De wet bepaalt op 75 frank de vergoeding voor begrafenis-kosten. Is dit niet bespottelijk ? Wij vragen 175 frank als een minimum. Weet men wel welke uitgaven worden vereischt, wanneer een lid van het gezin sterft ten gevolge van een ongeval ? Voor de gezinsleden, die arbeiden, is het een verlies van verscheidene werkdagen ; de uitgave voor de lijk-kist, de doods-brieven ; al wat noodig is om aan de gezinsleden de schamele rouwkleeren te verstrekken ; het is het geheel bedrag van de kleine uitgaven. En dat alles overschrijdt in ruime mate 175 frank.

De Rente aan de Erfgenamen.

Wij stellen voor, de aan de rechthebbenden uitkeerbare rente te verhoogen om de redenen die wij reeds uiteengezet hebben, wanneer wij de noodzake-

lijkheid om 7½ p. h. aan de gewonden toe te staan, gerechtvaardigd hebben. En ik laat het woord « steun » wegvallen, want ik wil dat er altijd sprake zij van vergoeding. Zooniet haspelen de verzekeraars over het woord « steun » en trachten door allerlei middelen de ongelukkige bloedverwanten van hun recht te berooven.

Ik zou meer gevallen kunnen aanhalen, maar ik wil slechts herinneren aan enkele deelen uit een ministerieelen omzendbrief van 20 November 1906. Hij laakt handelingen als diegene welke ik aanklaag, en daarin ligt het bewijs, dat andere feiten, als die mij aangebracht werden, ter kennis kwamen van den bevoegden Minister.

Wat staat er in dien brief gericht tot de erkende verzekeringsmaatschappijen? Ziehier :

» Het onderzoek, dat ingesteld werd door den dienst van toezicht, betreffende de wijze waarop gij de ongevallen vergoed hebt, — (hier volgen de namen van de slachtoffers die ten gevolge van deze ongevallen stierven) —, bracht ten laste uwer Maatschappij *zeer erge feiten* aan het licht.

« Deze ongevallen hebben aanleiding gegeven tot het sluiten van overeenkomsten blijkbaar in strijd met de wet en waarvan *de nietigheid geen betoog behoeft*. In de verklaringen die gij op... voor de beambten van toezicht aflegdet, hebt gij weliswaar beweerd, dat de sommen, in bewuste gevallen uitbetaald aan de rechthebbenden van de slachtoffers, van uwentwege een echte vrijgevigheid waren, vermits gij van meening waart dat die gevallen niet onder de toepassing der wet van 24 December 1903 vielen. Afgezien van **elke** andere beschouwing, mocht deze verklaring niet ernstig opgenomen worden, gezien het hooge bedrag der zoogezegde vrijgevigheid door u in verscheidene van de bewuste gevallen toegekend. De stukken, die gij mij medegedeeld hebt als antwoord op mijn brief van..., laten in dit opzicht niet den minsten twijfel bestaan.

« Toen gij tegenover de beambten van toezicht dergelijke taal voerdet, *hebt gij onwaarheid gesproken*. Uit bovenvermelde stukken blijkt inderdaad, dat het vergoeden van bewuste ongevallen slechts geschiedde na langdurige onderhandelingen, waarin uwe maatschappij of hare agenten getracht hebben *den afstand der rechthebbenden af te koopen door voorspiegeling eener aanstonds uit te betalen som, die soms na langdurig op- en afbieden verhoogd werd, met andere woorden, er gebeurden ware afknibbelingen om kost wat kost overeenkomsten te bekomen in het voordeel uwer maatschappij, maar in het nadeel der rechthebbenden.* »

Dit staat dus mijn gezegde en rechtvaardigt mijn voorstel om elke speculatie op den nood en de onwetendheid der ongelukkigen onmogelijk te maken.

Het past daarbij niet dat de dood van een gevaarlijk gewonden werkman moge wenschelijk schijnen, omdat hij geen « steun » is.

Verder, is het billijk aan de ouders van een kind, dat bij den arbeid omkwam, te zeggen dat zij niet zullen vergoed worden, omdat hun kind nog niets won of althans omdat het, met zijn gering loon, nog niet als hun steun kon beschouwd worden? Zouden zij later zijne stoffelijke hulp niet behoe-

ven? En moet men niets toestaan aan hen die zedelijk zwaar getroffen werden?

Om al die redenen dient steeds eene rente te worden gevestigd voor ongevallen met doodelijken afloop.

Betalingsboekje.

Ik vraag dat de wet den werkgever verplichte, zijne werklieden een betalingsboekje te geven, waarin worden ingeschreven de verschillende sommen die hun om de veertien dagen of elke week uitbetaald werden. Meermaals is het aan werklieden onmogelijk, de vergoeding, waarop zij recht hebben, uit te rekenen bij gebrek aan de noodige bewijzen. Dat is voor die ongelukkigen een ontzenuwende toestand.

Wanneer echter de slachtoffers van arbeidsongevallen een betalingsboekje zullen hebben, zullen zij aanstonds hun gemiddeld loon kunnen uitrekenen, het beloop hunner vergoeding nauwkeurig vaststellen en later dit hunner rente, zoo er vermindering is van werkkracht.

Het betalingsboekje zal een nog grooteren dienst bewijzen aan de erfgenamen van hem die aan zijne wonden bezweek.

Leergasten en jonge werklieden.

Deze verdienen de meeste belangstelling. Is het rechtvaardig dat de waarde van een kind van veertien jaar, hetwelk voor zijn leven kreupel is, berekend worde op een schier nietig loon? Hoevele halve gasten zijn er niet die een heel laag loon verdienen tot zij meer met hun ambacht vertrouwd geraken?

Moeten deze meer dan alle andere slachtoffers van arbeidsongevallen ongelukkig zijn, omdat zij op jongeren leeftijd hun tol aan de moorddadige nijverheid betaalden?

Dit laatste bijzonder brengt de gemoederen der arbeidersklasse in verzet en hun verzet is, volgens mij, gerechtvaardigd.

De verplichte verzekering door den Staat.

Buiten al de bewijsredenen die tot nog toe werden aangevoerd, geldt, tot rechtvaardiging onzer aanvraag, het feit, dat de wet op al de arbeiders moet toegepast worden.

De maatschappijen met vaste premiën, winst najagende en genoodzaakt dividenden uit te keeren, zijn een gevaar voor de gewonde werklieden.

Door al de arbeiderscongressen werd trouwens de wensch uitgedrukt, de voorstellen van onzen geachten collega Hector Denis weer ter tafel te zien brengen.

Zoo echter, bij de eventueele bespreking van dit ontwerp, het voorstel tot verzekering door den Staat of door de mutualiteiten van werkgevers verworpen wordt, kondig ik u nu reeds aan, dat ik amendementen zal over-

leggen om rechterlijken dwang in te voeren voor de maatschappijen met vaste premiën, die slachtoffers of hunne rechthebbers zullen getracht hebben te berooven van de vergoedingen welke hun toekwamen. Ik zal ook ten minste één Staatstoezichter per provincie vragen.

De wijzigingen, die ik graag in de wet van 24 December 1903 zag gebracht, beantwoorden aan de verzuchtingen der arbeidersklasse. Een vijfjarige ondervinding leidde mij bij het opmaken van dit ontwerp tot herziening. De beschouwingen, in deze toelichting vooruitgezet, gaf de sociale gerechtigheid mij in, en al de ernstige beroepsverenigingen van het land deelen, ik ben er zeker van, mijne zienswijze.

JULES MANSART.



PROPOSITION DE LOI

revisant la loi du 24 décembre 1903
sur la réparation des dommages résultant
des accidents du travail.

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions ci-dessous sont introduites dans la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Celles qui portent les n°s 1, 4, 5 alinéas 1, 2 et 3; 6 alinéas 1 et 2; 8 alinéa 5; 10 alinéa 2; 17; 27 alinéa 1; 29 alinéa 2, remplacent les dispositions formant les articles premier et 4, les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 5, les alinéas 1 et 2 de l'article 6, l'alinéa 5 de l'article 8, l'alinéa 2 de l'article 10, l'article 17, l'alinéa 1 de l'article 27, l'alinéa 2 de l'article 29.

Celles qui portent les n°s 7bis, 17bis et 34bis sont ajoutées et prendront place après les articles 7, 17 et 34.

Art. 1. — La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux ouvriers des entreprises privées ou publiques dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900, est réglée conformément aux dispositions de la présente loi.

Ces dispositions s'appliquent, en conséquence : 1° aux entreprises industrielles; 2° aux entreprises de transport y compris le transport s'effectuant au moyen de voitures, tombereaux, etc.; 3° aux entreprises commerciales; 4° aux entreprises agricoles.

WETSVOORSTEL

tot herziening der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende bepalingen worden opgenomen in de wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

Die, voorkomende onder n°s 1, 4, 5, 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid; 6, 1^{ste} en 2^{de} lid; 8, 5^{de} lid; 10, 2^{de} lid; 17; 27, 1^{ste} lid; 29, 2^{de} lid, vervangen de bepalingen uitmakende de artikelen 1 en 4, het 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid van artikel 5, het 1^{ste} en 2^{de} lid van artikel 6, het 5^{de} lid van artikel 8, het 2^{de} lid van artikel 10, artikel 17, het 1^{ste} lid van artikel 27, het 2^{de} lid van artikel 29.

Die, staande onder n°s 7bis, 17bis en 34bis, worden aan de wet toegevoegd en moeten komen na de artikelen 7, 17 en 34.

Art. 1. — De vergoeding der schade voortvloeiende uit ongevallen, overkomen aan werklieden bij private of openbare ondernemingen, in den loop en ten gevolge van de uitvoering der arbeidsovereenkomst, omschreven bij de wet van 10 Maart 1900, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

Deze bepalingen zijn, bijgevolg, van toepassing : 1° op de nijverheidsondernemingen; 2° op de ondernemingen van vervoer, daarin begrepen het vervoer per wagentjes, stortkarren, enz.; 3° op de handelsondernemingen; 4° op de landbouwondernemingen.

Elles s'appliquent également, sous les mêmes conditions, à la réparation des accidents survenus dans le cours et par le fait de l'exécution d'un louage de service.

Le gouvernement est autorisé à en étendre l'application aux entrepreneurs qui, en exécutant les mêmes travaux que les ouvriers, sont exposés aux mêmes risques.

Art. 4. — Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 75 p. c. du salaire quotidien moyen.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 75 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 75 p. c., déterminée d'après le degré de l'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence. A l'expiration du délai de revision prévu à l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

Art. 5, alinéas 1, 2 et 3. — Le chef d'entreprise est tenu, conformément aux dispositions ci-après, des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation causés par l'accident et faits pendant tout le temps nécessité par son état de santé.

La victime choisit librement son méde-

Ze zijn, onder dezelfde omstandigheden, ook van toepassing op de vergoeding van de ongevallen, voorgekomen in den loop en door de uitvoering van eene dienstverhuring.

De Regeering wordt gemachtigd de toepassing daarvan uit te strekken tot de ondernemers die, dezelfde werken uitvoerende als de arbeiders, zijn blootgesteld aan dezelfde gevaren.

Art. 4. — Heeft het ongeval tijdelijke en volkomene onbekwaamheid tot werken gedurende meer dan ééne week veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den dag na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding van 75 t. h. van het gemiddelde dagloon.

Betreft het eene tijdelijke onbekwaamheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijkstaan met 75 t. h. van het verschil tusschen het loon van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon dat het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 75 t. h., bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hiervoren gezegd, de tijdelijke vergoeding te rekenen van den dag waarop, hetzij door overeenkomst van partijen, hetzij bij een eindvonnis, wordt vastgesteld dat de onbekwaamheid van voortdurenden aard is. Bij het eindigen van den termijn van herziening, in artikel 30 bepaald, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

Art. 5, 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid. — Het hoofd van onderneming is, overeenkomstig onderstaande bepalingen, verplicht tot betaling van de genees- en artseneijkundige kosten, alsmede tot die van verblijf in het hospitaal, door het ongeval veroorzaakt en gedaan gedurende al den tijd vereischt door zijn gezondheidstoestand.

Het slachtoffer heeft de vrije keuze van

cin et son pharmacien; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme fixée par un tarif établi à forfait par arrêté royal, pour les médecins et pour les pharmaciens, à concurrence du montant des prescriptions médicales facturées d'après un tarif établi également par arrêté royal.

Art. 6, alinéas 1 et 2. — Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes :

1^o Une somme de 175 francs pour frais funéraires; le dernier alinéa de l'article 5 est applicable à cette indemnité ;

2^o Un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 50 p. c. du salaire annuel.

Ce capital est attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

A. Au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident ;

B. Aux enfants légitimes, nés ou conçus avant l'accident, pour autant qu'ils soient âgés de moins de 16 ans, et aux enfants naturels, dans les mêmes conditions d'âge, pourvu qu'ils aient été reconnus avant l'accident, ou, si la reconnaissance est postérieure, qu'ils soient nés ou conçus avant l'accident ;

C. Aux petits-enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi qu'aux ascendants ;

D. Aux frères et sœurs âgés de moins de 16 ans.

Art. 7bis. — En cas de décès, les ayants droit pourront exiger la présence de leur médecin et de leur avocat-conseil aux recherches des médecins légistes et

geneesheer en apotheker; doch het hoofd van onderneming is slechts gehouden tot het bedrag van de som, eens voor al bepaald in een bij koninklijk besluit vastgesteld tarief, voor de geneesheeren, en, voor de apothekers, tot het bedrag van den prijs der medische voorschriften, berekend naar een insgelijks bij koninklijk besluit vastgesteld tarief.

Art. 6, §§ 1 en 2. — Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden, bij voorkomend geval, de volgende vergoedingen toegekend:

1^o Eene som van 175 frank voor begrafenis-kosten; het laatste lid van artikel 5 is van toepassing op deze vergoeding ;

2^o Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op 't oogenblik van het overlijden — eener lijfrente gelijkstaande met 50 t. h. van het jaarlijksche loon.

Dit kapitaal wordt toegekend aan de hierna aangeduide groepen van personen:

A. Aan den niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot, onder voorwaarde dat het huwelijk vóór het ongeval is voltrokken ;

B. Aan de wettige kinderen, vóór het ongeval geboren of ontvangen, voor zover zij den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, en aan de onechte kinderen, die aan dezelfde vereischen van ouderdom voldoen, mits zij vóór het ongeval werden erkend, of, indien de erkenning later geschiedde, zijn geboren of ontvangen vóór het ongeval ;

C. Aan de kleinkinderen, die den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in de opgaande lijn ;

D. Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaren.

Art. 7bis. — Ingeval van overlijden, kunnen de rechthebbenden eischen dat hun geneesheer en hun advocaat-raadsman aanwezig zijn bij de onderzoeken

du Parquet. Celui-ci n'aura, en aucun cas, le droit de tenir à l'écart les mandataires des sinistrés.

Art. 8, alinéa 5. — En ce qui concerne les apprentis, ainsi que les ouvriers âgés de moins de 25 ans, le salaire de base, en cas de dépréciation partielle ou totale permanente ou de mort, sera calculé sur celui d'un ouvrier formé de même catégorie professionnelle.

Art. 8bis. — Afin de faciliter aux victimes la fixation du salaire de base, les chefs d'entreprise sont tenus de remettre à leurs ouvriers un carnet de paie, sur lequel seront inscrits les salaires gagnés par ceux-ci.

Art. 10, alinéa 2. — L'assurance est obligatoirement réalisée par des caisses communes de prévoyance ou par la Caisse nationale d'Assurance contre les accidents du travail.

Art. 17. — Seront agréées aux fins de la présente loi, les caisses communes d'assurance contre les accidents, constituées par les chefs d'entreprise.

Art. 17bis. — Le Gouvernement chargera la Caisse d'Épargne d'organiser la Société nationale d'Assurance contre les accidents du travail prévue à l'article 10.

Art. 27, alinéa 1. — L'ouvrier ou ses ayants droit ont toujours la faculté d'assigner directement le chef d'entreprise, sauf le droit de celui-ci de mettre l'assureur en cause.

gedaan door de wetsdokters en het Parket. In geen geval heeft het Parket het recht de gemachtigden van hen, die door de ramp zijn getroffen, achteraf te houden.

Art. 8, 5^{de} lid. — Betreft het leergasten, alsmede arbeiders die den ouderdom van 25 jaren niet hebben bereikt, dan wordt, ingeval van bestendige gedeeltelijke of volkomene onbekwaamheid of van dood, het tot grondslag genomen loon berekend naar dat van een bekwamen werkman derzelfde beroepsgroep.

Art. 8bis. — Ten einde het bepalen van het tot grondslag genomen loon gemakkelijker te maken voor de slachtoffers, zijn de hoofden van onderneming verplicht aan hunne werklieden af te geven een betalingsboekje, waarin het door dezen gewonnen loon wordt ingeschreven.

Art. 10, 2^{de} lid. — De verzekering geschiedt, op verplichtende wijze, door de gemeenschappelijke verzorgskassen of door de Nationale Kas van verzekering tegen arbeidsongevallen.

Art. 17. — Met het oog op deze wet, worden toegelaten de gemeenschappelijke kassen van verzekering tegen ongevallen, door de hoofden van onderneming ingesteld.

Art. 17bis. — De Regeering gelast de Spaarkas te zorgen voor de inrichting van de Nationale Maatschappij van verzekering tegen arbeidsongevallen, bij artikel 10 voorzien.

Art. 27, 1^{ste} lid. — De werkman of zijne rechtverkrijgenden hebben altijd het recht het hoofd van onderneming te dagvaarden, behoudens het recht voor dezen den verzekeraar in de zaak te betrekken.

Art. 29, alinéa 2. — Les jugements allouant des indemnités temporaires ou viagères seront exécutoires par provision, nonobstant l'appel et sans qu'il soit besoin de fournir caution. Toutefois, lorsqu'il y aura lieu d'accorder une rente dont le capital est exigible, le juge restreindra l'exécution provisoire au paiement des arrérages.

Art. 34bis. — L'assurance sera réalisée obligatoirement, soit par les caisses communes d'assurances, soit par la Société nationale d'Assurance contre les accidents du travail prévue à l'article 10, dans un délai de trois ans à dater de la mise en vigueur des dispositions prévues dans la présente loi.

Les polices d'assurances consenties par des compagnies à primes fixes et non arrivées à expiration, seront dénoncées sans que ces compagnies aient droit à aucune indemnité.

ART. 2.

Sont abrogés les articles 2 et 3, l'alinéa 4 de l'article 8, l'alinéa 3 de l'article 10, les articles 11, 14, 15, 16 et 20, l'alinéa 3 de l'article 29, les articles 35, 36, 37, 38 et 40.

Art. 29, 2^{de} lid. — De vonnissen, waarbij tijdelijke vergoedingen of vergoedingen voor het leven worden toegekend, zijn uitvoerbaar bij voorraad, ondanks hooger beroep en zonder dat het noodig zij zekerheid te stellen. Is er echter grond voor de toekenning eener rente, waarvan het kapitaal kan gevorderd worden, dan beperkt de rechter de voorloopige uitvoering tot de betaling der vervallen rente.

Art. 34bis. — De verzekering geschiedt, op verplichtende wijze, hetzij door tusschenkomst van de gemeenschappelijke kassen van verzekering, hetzij door die van de bij artikel 10 voorziene Nationale Maatschappij van verzekering tegen arbeidsongevallen, en wel binnen een termijn van drie jaren te rekenen van het in werking treden van de bij deze wet ingevoerde bepalingen.

De overeenkomsten van verzekering, aangegaan door maatschappijen met vaste premien en die niet zijn geëindigd, worden opgezegd, zonder dat deze maatschappijen recht hebben op eenige vergoeding.

ART. 2.

De artikelen 2 en 3, het 4^{de} lid van artikel 8, het 3^{de} lid van artikel 10, de artikelen 11, 14, 15, 16 en 20, het 5^{de} lid van artikel 29, alsmede de artikelen 35, 36, 37, 38 en 40, worden ingetrokken.

Jules MANSART.
Henri LÉONARD.
D. MAROILLE.